

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux - 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMANAZ et COMPAGNIE

RD 952
45460 Bray-Saint-Aignan

Références : n°480/2025
Code AIOT : 0010012479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement SEMANAZ et COMPAGNIE implanté RD 952 45460 Bray-Saint-Aignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMANAZ et COMPAGNIE
- RD 952 45460 Bray-Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010012479
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Établissements SEMANAZ et Compagnie réalise le concassage, le séchage, le tamisage de matériaux inertes (déchets de fonderies et sables siliceux) pour produire des abrasifs de décapage, des produits de filtration, des sables pour enduits ou pour des sols sportifs.

Deux lignes de production dédiées à chacun de ces produits sont installées au sein de deux bâtiments (E pour les sables et G pour les abrasifs).

Les sables et les abrasifs traités sont ensuite stockés en trémies distinctes pour chargement en vrac des camions ou ensachage sur place (en sacs ou en big-bags).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Gestion des déchets de poussières | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54 | Avec suites, Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Entreposage des fillers | AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 6 mois |
| 7 | Limitation des accès | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Entretien et dispositions propres aux poussières | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 | Avec suites, Prescriptions complémentaires | Sans objet |
| 3 | Respect de la valeur limite de retombées de poussières | Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 2.1.2 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 5 | Evacuation des déchets inertes | AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.2. | / | Sans objet |
| 6 | Transmission du registre des évacuations | AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.2. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et dispositions propres aux poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour limiter les poussières |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires • date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. (...)</p> <p>En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; - brumisation ; - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. |

Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. (...)

Constats :

Depuis la dernière visite du 02/10/2024, l'inspection a constaté que l'exploitant a ajouté des asperseurs d'eau supplémentaires tout le long des voiries empruntées par les poids lourds. En complément de ces dispositions fixes, l'exploitant dispose de 3 dispositifs mobiles (IBC) qu'il peut utiliser pour arroser les zones hors de portée des asperseurs fixes.

L'évacuation des déchets inertes se poursuit au rythme prescrit par l'arrêté préfectoral du 24/01/2025 (voir point de contrôle n° 5)

Côté Sémanaz (bâtiment G), le nettoyage des zones d'accumulation de poussières sur les structures et dans les bâtiments, est assuré régulièrement.

Côté « Sables et minéraux » (bâtiment E), le nettoyage du bâtiment a été lancé et est réalisé à 50 %. Un nettoyage régulier sera ensuite assuré.

Toujours coté « Sables et minéraux », les matières premières reçues de la carrière de Livry (58) sont désormais tamisées sur le site d'extraction ce qui limite la quantité de fines produites sur le site de Bray Saint Aignan.

Des consignes, (chaque matin la flobin de récupération de fines de sables est vidée) ont permis de supprimer les amoncellements de poussières autour du filtre (amoncellements liés au débordement de la flobin).

Coté Sémanaz, l'exploitant a toujours du mal à valoriser les fillers d'abrasifs et continu de les conserver sur site (Voir point de contrôle 4). Dernièrement, la société « Ecosystème et territoires » dont le siège social est à Dancy, récupère ces déchets pour produire des ciments bas carbone (valorisation en cours de test).

La surveillance des retombées de poussières dans l'environnement est toujours assurée trimestriellement (voir point de contrôle 3) : aucun dépassement depuis un an.

Au vu des informations ci-dessus, l'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des déchets de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, Mode de gestion des déchets de poussières

| |
|--|
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2025 |
| Prescription contrôlée : (...) <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. (...)</p> |
| Constats : <u>Pour rappel :</u> <p>Lors des précédentes visites, il avait été constaté que l'exploitant entreposait depuis plusieurs années les résidus non commercialisés issus de ses activités (fines de sable et abrasif). Ces produits étant difficilement commercialisables ils doivent être considérés comme des déchets. A la demande de l'inspection la quantité des déchets a été évaluée par la société DRONE Expertise-Centre en mai 2023.</p> <p>Au vu de la quantité importante de déchets entreposés, il a été prescrit par arrêté de prescriptions complémentaires des évacuations régulières de ces déchets afin d'éliminer à terme ce stock. L'exploitant évacue régulièrement ces déchets mais le stock lié à l'historique de production reste important et sera résorbé sur plusieurs années.</p> <p>Le sujet de l'évacuation régulière des déchets est abordé au point de contrôle n°5. Dans l'attente du retour à la normale, l'écart est maintenu.</p> <p>Écart : L'exploitant entrepose une quantité de déchets plus importante que la capacité mensuelle produite ou d'un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Respect de la valeur limite de retombées de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la valeur limite pour les retombées de poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription |

- date d'échéance qui a été retenue : 09/02/2025

Prescription contrôlée :

La valeur limite pour les retombées de poussières dans l'environnement est fixée à 250 mg/m²/j.

Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection avait relevé que les valeurs maximales des retombées de poussières n'étaient pas respectées pour le 2^{ème} trimestre 2023 et le 2^{ème} trimestre 2024. Par conséquent, par arrêté préfectoral du 24/01/2025 l'exploitant a été mis en demeure de respecter la valeur limite d'émission (VLE) définie pour les retombées de poussière.

Constat 2025

Les résultats des retombées de poussières dans l'environnement (mesures réalisées par la société SOCOTEC) depuis la dernière inspection ont été consultés.

Les résultats sont présentés ci-dessous :

| Localisation/ trimestre | 3 ^{ème} trimestre 2024 | 4 ^{ème} trimestre 2024 | 1 ^{er} trimestre 2025 | 2 ^{ème} trimestre 2025 |
|--------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| Cimetière | 25,6 mg/m ² /j | 14,6 mg/m ² /j | 35,9 mg/m ² /j | 59 mg/m ² /j |
| Sentier de l'ane | 48 mg/m ² /j | 39 mg/m ² /j | 42 mg/m ² /j | 34,2 mg/m ² /j |
| Chemin des remanatz (Mr Besen) | 115 mg/m ² /j | 40 mg/m ² /j | 149 mg/m ² /j | 78 mg/m ² /j |

L'inspection ne constate plus de dépassement des valeurs limites d'émission en poussières.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Pour rappel, l'arrêté de mise en demeure du 24 janvier 2025 mentionne que le respect de la VLE sera jugé sur deux années de surveillance. En 2026, l'inspection vérifiera donc le respect de la VLE pour les deux derniers trimestres 2025 et pour l'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entreposage des fillers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des fillers

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fraction la plus fine des matériaux inertes récupérée à l'issue de la préparation des abrasifs (appelés fillers) ne peut pas être entreposée à l'air libre sur le site à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>L'entreposage ne peut se faire que dans un bâtiment couvert et fermé sur au moins 3 faces latérales permettant d'abriter les produits du vent du nord. Dans le cas contraire, ils sont évacués régulièrement vers un site apte à les traiter ou à les valoriser.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En 2025, seule une petite quantité de fillers a été évacuée vers un site de valorisation. La majorité des fillers est encore entreposée sur le site.</p> <p>Ces déchets sont désormais déposés dans une zone plus abritée du vent (en arrière du stock présent) et arrosés en période sèche pour limiter les envols.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate que ces déchets ne sont pas entreposés dans un bâtiment couvert et fermé sur au moins 3 faces latérales permettant d'abriter les produits du vent du nord.</p> <p>Écart : l'exploitant n'entrepose pas les fillers d'abrasifs dans un bâtiment couvert et fermé sur au moins 3 faces latérales permettant d'abriter les produits du vent du nord.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 5 : Evacuation des déchets inertes

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.2.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des déchets inertes</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) l'exploitant procède, (...), à une évacuation du stock constitué (zone 1 : entreposage des fillers et zone 2 : entreposage des déchets de minéraux divers) avec un minimum de 360 tonnes de déchets par mois. (...)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>D'après les éléments transmis par l'exploitant à savoir le tableau de suivi des quantités évacuées validées par les lettres de voitures signées de la société CEMEX à Beauvilliers, la société SEMANAZ a évacué 363,025 tonnes de déchets inertes en moyenne mensuelle entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2025.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p> <p>L'exploitant respecte le rythme des évacuations des déchets inertes entreposés sur le site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Transmission du registre des évacuations

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/01/2025, article 2.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du registre des évacuations |
| Prescription contrôlée : (...) L'exploitant transmet à l'inspection le registre des évacuations tous les 3 mois jusqu'à l'évacuation totale des déchets. |
| Constats : Depuis 2025, l'exploitant a transmis par mail le registre des évacuations des déchets inertes pour le mois de janvier, de février à avril, de mai/juin, juillet/août et septembre. Pas d'écart relevé. La fréquence trimestrielle est donc respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Limitation des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site |
| Prescription contrôlée : (...) Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la clôture du site était endommagée à plusieurs endroits. Écart : Le site n'est pas correctement clôturé pour limiter les accès aux personnes étrangères. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |